



# Assemblée générale

Distr. générale

7 juillet 2022

Français

Original : anglais/espagnol/français

---

**Soixante-dix-septième session**

Point 99 v) de la liste préliminaire\*

**Désarmement général et complet**

## **Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [75/61](#), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir cette éducation. On y trouvera les informations communiquées par des États Membres, des organisations internationales, régionales et non gouvernementales et des institutions universitaires sur l'application des 34 recommandations formulées dans l'étude de 2002 ([A/57/124](#)).

---

\* [A/77/50](#).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Application des recommandations par les États Membres . . . . .	3
Burkina Faso . . . . .	3
Inde . . . . .	4
Mexique . . . . .	4
III. Application des recommandations par l'Union européenne . . . . .	8
IV. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales . . . . .	13
A. Bureau des affaires de désarmement . . . . .	13
B. Département de la communication globale . . . . .	16
C. Agence internationale de l'énergie atomique . . . . .	18
D. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires . . . . .	18
V. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales . . . . .	19
A. Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie . . . . .	19
B. Future of Life Institute . . . . .	20
C. Geneva Centre for Security Policy . . . . .	20
D. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire . . . . .	21
E. James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies at Monterey . . . . .	21
F. Maires pour la paix . . . . .	21
G. Middle East Treaty Organization . . . . .	22
H. Peace Movement Aotearoa . . . . .	22
I. Senzatmica . . . . .	23
J. Soka Gakkai International . . . . .	23
K. The Simons Foundation Canada . . . . .	23
L. Verification Research, Training, and Information Centre . . . . .	24
M. Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération . . . . .	24
VI. Conclusions . . . . .	24

## I. Introduction

1. Au paragraphe 3 de sa résolution 75/61, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude (A/57/124) et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et de le lui présenter à sa soixante-dix-septième session. La recommandation 32 de l'étude de l'ONU encourageait le Secrétaire général à établir un rapport analogue sur une base biennale.
2. La recommandation 31 de l'étude encourageait notamment les États Membres à informer le Bureau des affaires de désarmement des mesures prises en application des recommandations formulées dans l'étude.
3. Le présent rapport, qui contient les informations recueillies par le Secrétaire général sur l'application des 34 recommandations figurant dans l'étude par les États Membres, les entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et non gouvernementales, doit être lu en parallèle avec ces recommandations. Conformément aux directives de l'ONU préconisant de limiter la documentation, les informations qui y sont communiquées ainsi que des données supplémentaires ont été publiées sur le site <http://www.un.org/disarmement/education>.
4. Comme suite à la demande faite au Secrétaire général, une note verbale a été adressée aux États Membres le 25 janvier 2022 pour les inviter à communiquer des informations sur la question. Les réponses reçues sont présentées dans la section II du présent rapport. Toute communication reçue après le 31 mai 2022 sera publiée sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement (<http://www.un.org/disarmement/>) dans la langue dans laquelle elle aura été présentée. Aucun additif ne sera publié.

## II. Application des recommandations par les États Membres

### Burkina Faso

[Original : français]  
[31 mai 2022]

Le Burkina Faso fait face depuis quelques années à l'extrémisme violent et aux actes terroristes sur son territoire national. Plusieurs régions administratives du pays sont en déficit sécuritaire. En effet, les groupes armés terroristes non identifiés, en plus des armes légères et de petit calibre qu'ils utilisent contre les forces de défense et de sécurité et les populations paisibles, font usage d'engins explosifs improvisés. Cette situation a entraîné la fermeture de plusieurs écoles dans ces régions.

Face à cette situation, le Ministère en charge de l'éducation nationale a mis en place, sur le plan institutionnel, un Secrétariat technique permanent sur l'éducation en situation d'urgence qui œuvre à minimiser l'influence négative de l'insécurité et du terrorisme sur les enfants dans les zones à fort défi sécuritaire. En outre, la Commission nationale de contrôle des armes a également été mise en place au niveau de la Primature qui œuvre en général sur le désarmement et contre la prolifération des armes et plus spécifiquement sur le désarmement et la non-prolifération sur le plan éducationnel.

En effet, le Secrétariat technique et la Commission nationale ont initié des programmes avec d'autres partenaires pour former des enseignants qui à leur tour dupliquent la formation reçue auprès de leurs pairs afin que le contenu soit vulgarisé

à un maximum d'élèves dans les zones ou régions à défi sécuritaire. Aussi, des formations et sensibilisations sont directement administrées au profit des scolaires sur les dangers liés à la prolifération et à la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et des engins explosifs improvisés.

La situation sécuritaire a entraîné près de 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans des zones urbaines ou péri-urbaines, où il y a un minimum de sécurité mais dans le dénouement total. La majorité de cette population est constituée de femmes avec des enfants, souvent en bas âge. Des programmes d'éducation et de sensibilisation sont initiés à l'intention de cette catégorie de personnes vulnérables de façon générale et sur les armes légères et de petit calibre et les engins explosifs improvisés de façon spécifique.

En outre, la Commission nationale met en place un programme de désarmement, démobilisation et de réinsertion ainsi que la non-prolifération des armes à travers le contrôle de leur transfert. Mais ce programme a besoin de l'appui de partenaires externes.

En définitive, le Burkina Faso soutient que l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération est assurée, mais face à l'immensité des défis, ces actions ont besoin d'un certain niveau d'accompagnement pour continuer les initiatives d'éducation et de non-prolifération.

## **Inde**

[Original : anglais]  
[31 mai 2022]

L'Inde est très attachée au dialogue et à la collaboration avec les jeunes générations en vue de les sensibiliser aux questions de désarmement et de maîtrise des armements et de trouver des solutions novatrices à celles-ci, ainsi que de promouvoir une paix et une sécurité internationales durables.

L'Inde accorde un rang de priorité élevé à l'éducation en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de sécurité internationale.

Dans le prolongement de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, au cours de laquelle l'accent était mis sur la promotion des connaissances liées au désarmement et l'autonomisation des jeunes générations, l'Inde a lancé en 2019 un programme annuel de bourses d'études dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale, qui a été bien accueilli par divers États Membres et en particulier par les jeunes diplomates.

## **Mexique**

[Original : espagnol]  
[31 mai 2022]

Le Mexique soumet le présent document en application de la résolution 75/61, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir cette éducation.

La volonté de la communauté internationale de promouvoir l'éducation en matière de désarmement n'est pas nouvelle. Le Mexique rappelle que dès la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978, il a été souligné qu'il fallait d'urgence promouvoir cette éducation, tant par l'enseignement que par la recherche. Les gouvernements et les organisations de la société civile ont également été invités à élaborer des programmes d'éducation dans ce domaine et à réaliser des études sur la paix à tous les niveaux.

Le Mexique rappelle aussi qu'à sa cinquante-septième session, en août 2002, l'Assemblée générale a adopté l'Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (A/57/124), réalisée par un groupe d'experts gouvernementaux composé de représentants de l'Égypte, de la Hongrie, de l'Inde, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, de la Pologne, du Sénégal et de la Suède.

Vingt ans après l'adoption de l'étude susmentionnée, le Mexique considère que les conclusions et recommandations qui y figurent sont toujours d'actualité. Il est convaincu que les gouvernements doivent continuer de collaborer avec la société civile et les institutions universitaires à la promotion de l'éducation en matière de désarmement, de non-prolifération des armes de destruction massive et de paix.

Le Mexique juge essentiel de promouvoir les valeurs à défendre, les mesures à prendre et les objectifs à atteindre dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, et d'éduquer dans ces domaines, pour édifier un monde exempt d'armes nucléaires, asseoir une culture de la paix et parvenir à un monde plus sûr. Il importe notamment que les nouvelles générations, c'est-à-dire les jeunes, disposent des outils nécessaires à l'édification et à la préservation d'un monde pacifique et exempt de telles armes.

Faisant écho au rapport sur l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Mexique réaffirme que les nouvelles technologies sont des outils permettant aux États Membres, aux organisations internationales et régionales et aux organisations de la société civile de se rapprocher plus facilement des jeunes, de faire connaître les questions de désarmement et de non-prolifération et d'asseoir une culture de la paix.

Ces dernières années, le Mexique a donc soutenu diverses activités d'éducation et de sensibilisation en matière de désarmement, en particulier de désarmement nucléaire, pour élargir les connaissances et renforcer le dialogue sur la question et pour proposer de nouvelles initiatives visant à bâtir un monde exempt d'armes nucléaires et à prévenir les conséquences humanitaires désastreuses de ces armes.

À cet égard, il convient notamment de souligner ce qui suit :

1) Depuis 2014, en coordination avec le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies et l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL), le Mexique organise et accueille tous les ans l'université d'été sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération, à l'intention des diplomates latino-américains et caribéens.

L'université d'été se veut un cadre d'analyse, de réflexion et de discussion sur l'importance de la non-prolifération et du désarmement nucléaire. Elle contribue au renforcement des capacités des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, par la formation de nouveaux cadres spécialisés dans le désarmement nucléaire. Elle entre dans la droite ligne des efforts que fait le Mexique pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de paix, conformément aux principes directeurs de sa politique étrangère.

La sixième édition de l'université d'été s'est tenue virtuellement du 6 au 17 juillet 2020 et a réuni 63 représentants de 24 États d'Amérique latine et des Caraïbes. Trente-trois intervenants ont pris la parole, dont des hauts fonctionnaires d'organisations internationales, des experts mexicains et étrangers, des représentants d'organismes non gouvernementaux et des experts de 13 États, représentant 21 institutions ou organisations différentes.

La septième édition de l'université d'été s'est tenue virtuellement du 28 juin au 9 juillet 2021, avec la participation de 37 personnes de 17 États. Conformément à la politique étrangère féministe promue par l'État mexicain, plus de la moitié de ces personnes étaient des femmes.

Dans le cadre des travaux de l'ONU, le Mexique présente tous les deux ans, à l'examen de la Première Commission, le projet de résolution intitulé « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ».

2) Au cours de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, le Mexique a organisé, le 7 décembre 2021, aux côtés du Bureau des affaires de désarmement, un webinaire intitulé « Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération : 20 ans de l'Étude de l'ONU et perspectives », pour commémorer le vingtième anniversaire de la résolution sur le Groupe d'experts gouvernementaux chargé de l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, ainsi que pour encourager davantage de délégations à contribuer au rapport du Secrétaire général sur l'étude.

Ont participé à cette manifestation Izumi Nakamitsu, Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, William Potter, Directeur du James Martin Centre for Non-prolifération Studies, Matthew Bolton, professeur d'affaires de désarmement à l'Université Pace de New York, Rima Salah, membre du Committee on Teaching About the United Nations, Zia Mian, Codirecteur du Programme sur la science et la sécurité mondiale de l'Université de Princeton. Dans leurs interventions, les participants se sont félicités de ce qui avait été accompli au cours des 20 premières années de la résolution à l'origine de l'étude, et ont rappelé l'appel lancé aux États Membres pour qu'ils contribuent au rapport du Secrétaire général sur la question, ainsi que l'importance d'une telle contribution. Le rôle joué par l'ancien Ambassadeur mexicain Miguel Marín Bosch, aujourd'hui décédé, dans la création et le développement du Groupe d'experts a été rappelé.

Les intervenants ont également parlé du rôle du désarmement et de l'éducation en matière de désarmement dans le Programme de désarmement du Secrétaire général. Ils ont en outre souligné qu'il importait de participer de manière coordonnée aux initiatives visant à éduquer à la fois les civils et les éducateurs sur le désarmement et la non-prolifération, afin d'aider les générations futures à continuer de plaider pour un monde exempt d'armes nucléaires.

À cet égard, l'accent a été mis sur le rôle des jeunes en tant qu'acteurs du changement et mention a été faite de certaines initiatives universitaires consacrées à la question, aussi bien les initiatives d'enseignement formel (comme les programmes de l'Université Pace et du James Martin Center for Nonproliferation Studies) que celles visant à former des militants de la société civile.

On a également rappelé qu'il importait de former des cadres au sein des gouvernements et des corps diplomatiques, et de prévoir des programmes de désarmement à long terme dotés de ressources suffisantes, car cela permettait d'assurer la continuité des questions et d'entretenir l'intérêt de ceux qui s'en occupaient. Les points de vue du Japon et de la République de Corée sur la

participation des jeunes, ainsi que sur la préservation de la mémoire des hibakusha, ont été entendus.

Par ailleurs, à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, le Mexique s'est porté coauteur de la résolution intitulée « Jeunes, désarmement et non-prolifération » (déposée par la République de Corée devant la Première Commission et adoptée en tant que résolution 76/45 de l'Assemblée), qui contient des dispositions importantes sur l'éducation aux fins du désarmement et de la paix.

La Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies a en outre poursuivi son programme des délégués de la jeunesse, dans le cadre duquel des jeunes participent spécifiquement à l'examen des questions de désarmement et de non-prolifération à la Première Commission.

3) Au niveau régional, le Mexique a collaboré avec l'OPANAL dans le cadre du groupe sur l'éducation en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération chargé d'élaborer le cours de l'Organisme sur cette double question.

4) Dans le cadre de l'Organisation des États américains, le Mexique présente, depuis 2004, une résolution où il est fait référence, d'une manière générale, à l'importance de promouvoir dans la société une culture de la non-violence et de la paix entre les États.

5) Au niveau national, l'Institut Matías Romero (académie diplomatique du Mexique) propose des programmes de formation en matière de désarmement, de non-prolifération et de paix à l'intention des diplomates mexicains et des attachés militaires ou navals, ainsi que d'autres fonctionnaires du Gouvernement fédéral rattachés au service diplomatique du Mexique appelés à collaborer avec les représentations du Mexique à l'étranger.

6) Le Ministère des affaires étrangères a participé à diverses tables rondes et à des forums et conférences sur le désarmement nucléaire et les conséquences humanitaires des armes nucléaires organisés dans des établissements d'enseignement supérieur au Mexique et à l'étranger.

Chaque année, dans le cadre du programme de stages et de services sociaux professionnels, le Mexique offre aux jeunes diplômés des établissements d'enseignement supérieur la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans le système des Nations Unies, en particulier sur les questions de désarmement et de non-prolifération.

En outre, le Mexique encourage la formation et la spécialisation des fonctionnaires fédéraux dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération en diffusant les possibilités de formation offertes par les organisations internationales.

7) Par l'intermédiaire du Secrétariat général du Comité spécialisé de haut niveau sur le désarmement, le terrorisme et la sécurité internationale, le Ministère de la sécurité publique a organisé des cours de formation sur le désarmement, la non-prolifération et le contrôle des échanges stratégiques à l'intention du personnel d'autres organismes fédéraux. Il s'agissait de sensibiliser ces fonctionnaires à l'importance du désarmement et de la non-prolifération et de renforcer les capacités nationales dans ce domaine.

8) Le Ministère de la défense nationale et le Ministère de la marine ont inclus dans leurs plans et programmes d'études des matières relatives au désarmement et à la non-prolifération des armes, l'objectif étant de sensibiliser les étudiants à la menace que représente pour la sécurité nationale et internationale la prolifération des armes, en particulier des armes légères et de petit calibre.

À cet égard, le Ministère de la défense nationale fait appel à des spécialistes d'organisations civiles nationales et internationales telles que le Comité international de la Croix-Rouge, la Commission nationale des droits humains, l'Universidad Nacional Autónoma de México, le Bureau du Procureur général et le Conseil national pour la prévention de la discrimination pour organiser des séminaires, des cours, des conférences en présentiel, des visioconférences, des ateliers et des formations diplômantes.

En particulier, le Ministère de la défense nationale mène les activités de formation et d'éducation en matière de non-prolifération suivantes :

- a) Cours virtuels sur l'application du Traité sur le commerce des armes ;
- b) Formations diplômantes dispensées aux officiers ayant atteint le grade de sous-lieutenant dans le service de justice militaire ;
- c) Appui à l'Agence nationale des douanes du Mexique (anciennement connu sous le nom de Service général des douanes) pour la formation de son personnel sur les questions ci-après, liées à l'éducation en matière de non-prolifération : définition des armes et identification physique ; possession et port d'armes ; armes autorisées pour le tir sportif ou la chasse sportive ; armes, munitions et matériel de guerre de l'armée de l'air ; dispositions applicables à l'importation et à l'exportation d'armes, d'objets et de matériel ; sanctions ; sort des armes non identifiées ; armes interdites et classification tarifaire des armes.

9) Par l'intermédiaire du Département de l'éducation de base, le Ministère de l'éducation promeut des mesures visant à favoriser une culture de la paix et le règlement pacifique des différends.

10) L'Université nationale autonome du Mexique continue d'organiser des manifestations destinées à sensibiliser la communauté universitaire, notamment les étudiants, à l'importance du désarmement et de la non-prolifération. En outre, l'Université et les autres établissements d'enseignement supérieur qui dispensent une formation avancée en relations internationales continuent de proposer des cours et des séminaires sur le désarmement classique, chimique, biologique et nucléaire dans le cadre de leurs programmes.

Le Gouvernement mexicain collabore étroitement avec diverses organisations et coalitions de la société civile pour affirmer le caractère essentiel de l'éducation pour les générations actuelles et futures. Dans ce contexte, le Mexique continuera d'appeler tous les gouvernements à prendre des mesures visant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, car il est convaincu que tous les États peuvent et doivent contribuer à cette cause pour assurer notre avenir commun.

### **III. Application des recommandations par l'Union européenne**

[Original : anglais]  
[31 mai 2022]

L'Union européenne est convaincue qu'il est essentiel de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération pour bâtir un monde exempt d'armes de destruction massive. Cette éducation permet aux personnes d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour contribuer, en tant que citoyens de leur pays et du monde, à la réalisation d'objectifs concrets de désarmement et de non-prolifération.

Dans la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, adoptée le 28 juin 2016, il est indiqué que la sécurité internationale et les liens au sein de la société seraient renforcés par une mobilité accrue, des échanges dans le domaine de la culture et de l'éducation, une coopération dans le secteur de la recherche et la création de plateformes de la société civile. Cette stratégie tient compte des objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Union européenne suivant une approche commune dans ses politiques en matière d'action humanitaire, de développement, de sécurité, de migration, d'économie, d'infrastructures, d'éducation, de santé et de recherche. Elle prévoit donc le déploiement d'efforts visant à accroître la résilience de la société, notamment l'approfondissement des travaux relatifs à l'éducation, à la culture et à la jeunesse.

La décision du Conseil de l'Union européenne relative aux activités du Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération (2018/299/CFSP), adoptée le 28 février 2018, témoigne de la contribution de l'Union à la réalisation des objectifs et à l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Lancé en 2010, le Consortium a depuis mis en place le réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement, qui compte actuellement plus de 100 instituts de recherche établis dans les États membres de l'Union, ainsi que dans les pays associés (pour plus d'informations, voir <http://www.nonproliferation.eu>).

Sur une période de quatre ans, le Consortium a mené à bien les huit activités ci-après, qui, conformément à la Stratégie globale, portaient essentiellement sur les échanges éducatifs, la coopération dans la recherche et les plateformes de la société civile :

- Organisation d'une grande conférence internationale annuelle sur la non-prolifération et le désarmement pour faire mieux connaître aux institutions de l'Union européenne, aux États membres, à la société civile et aux pays tiers les menaces découlant des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi que les défis que posent les armes classiques, y compris la lutte contre le commerce illicite et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre et de leurs munitions. La Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement se tient chaque année à Bruxelles pendant un jour et demi. Y participent quelque 200 experts de groupes de réflexion, du milieu universitaire, d'organismes des Nations Unies et de gouvernements d'États membres, d'États associés et de pays tiers spécialisés dans les questions relatives à la non-prolifération, au désarmement, à la maîtrise des armements et aux armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre. Cette conférence, dont la première édition a eu lieu en 2012, est désormais l'une des principales réunions annuelles consacrées à la non-prolifération et au désarmement dans le monde. Tenue dans un esprit de dialogue avec les partenaires mondiaux, elle a contribué à promouvoir le débat stratégique sur les mesures visant à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et à régler les problèmes que posent les armes classiques, l'objectif général étant de renforcer le dispositif international de non-prolifération et de désarmement. La décision du Conseil susmentionnée prévoit la constitution d'une nouvelle génération de spécialistes, notamment dans les pays non européens, qui seront invités à une journée supplémentaire avant ou après la Conférence. Celle-ci est également précédée d'une réunion des représentants de tous les membres du réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement, que le Consortium dirige et appuie.

- Organisation de séminaires ponctuels aux fins de l'échange d'informations et d'analyses entre les praticiens et les universitaires des États membres, ainsi que le personnel spécialisé du Service européen pour l'action extérieure et des institutions de l'Union européenne ; sont ainsi prévus jusqu'à neuf séminaires d'experts d'une durée maximale de deux jours chacun, auxquels devraient participer 45 personnes en moyenne par séminaire. Ces séminaires portent sur diverses questions de maîtrise des armements relevant du mandat du Consortium, qui vont du cyberespace et de l'espace extra-atmosphérique aux nouveaux défis technologiques. Ils visent à encourager le dialogue politique et le dialogue en matière de sécurité entre les décideurs et en collaboration avec les partenaires de la société civile. Entre 2020 et 2021, deux de ces séminaires ont été expressément consacrés au renforcement de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en Europe et ailleurs.
- Production de publications contenant des informations et des analyses sur des sujets liés à la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs et des armes classiques, notamment les armes légères et de petit calibre, ainsi qu'au désarmement, en vue de promouvoir un dialogue sur ces questions axé sur la politique et la sécurité, notamment entre experts, chercheurs et universitaires. Le budget prévoit l'établissement et la publication d'un maximum de 20 documents d'orientation, rédigés par des experts du réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. En ce qui concerne le choix des auteurs, le Consortium s'efforce d'assurer une répartition géographique équitable et une représentation équilibrée des genres et de couvrir un large éventail de questions relevant de son mandat. L'un des documents d'orientation, établi par Elisabeth I-Mi Suh et publié par le Consortium en 2020, portait spécifiquement sur le thème de l'éducation en matière de désarmement (Non-Prolifération and Disarmament Papers, n° 69, septembre 2020). Tous les documents d'orientation sont disponibles sur le site Web du Consortium (voir <http://www.nonproliferation.eu/activities/online-publishing/>).
- Conception d'une plateforme d'apprentissage en ligne en vue de renforcer les capacités de la prochaine génération d'universitaires et de praticiens dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement et de contribuer aux initiatives mondiales visant à promouvoir l'éducation en ces matières. Le but de cette plateforme est d'aider les praticiens et les universitaires intéressés par la maîtrise des armements, la non-prolifération et le désarmement, ainsi que par les politiques de l'Union européenne relatives à ces questions à acquérir des connaissances approfondies. Les 15 modules d'apprentissage sont mis à jour afin de donner aux étudiants du monde entier les faits et les chiffres les plus récents. Le fait de sensibiliser et de soutenir les établissements d'enseignement permet d'intégrer facilement la plateforme d'apprentissage en ligne dans les programmes de master et autres programmes d'enseignement, tout en favorisant son utilisation dans le monde entier. En outre, le Consortium s'emploie à rendre la plateforme plus conviviale, notamment pour les utilisateurs présentant des déficiences visuelles ou auditives. Jusqu'à cinq modules d'apprentissage supplémentaires ont récemment été conçus et lancés ; ils portent sur des questions telles que le genre, l'histoire et le droit de la maîtrise des armements, les mécanismes de désarmement de l'ONU, ainsi que les cyberconflits et les cyberstratégies. Tous les modules sont disponibles à l'adresse <https://nonproliferation-elearning.eu/>.
- Offre de stages visant à renforcer les capacités de la prochaine génération d'universitaires et de praticiens dans le domaine des politiques et programmes de non-prolifération : la décision du Conseil prévoit l'offre de stages (de trois mois au plus) dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement à un

maximum de 36 étudiants diplômés ou jeunes diplomates, qui seront accueillis par l'un des instituts membres du réseau ou du Consortium.

- Organisation d'une visite d'étude à l'Union européenne pour les participants au Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, en vue de soutenir les efforts que déploie l'ONU pour améliorer l'éducation en matière de désarmement et promouvoir le multilatéralisme : cette visite de deux à trois jours à Bruxelles, organisée une fois par an à l'intention des bénéficiaires du Programme, comprend un séminaire avec des intervenants issus des institutions de l'Union et des experts du Consortium et du réseau, ainsi qu'une visite dans des lieux pertinents. Inscrite dans le cadre de la composante européenne du Programme, la visite a généralement lieu avant l'Assemblée générale.
- Organisation d'une formation de sensibilisation à la prolifération pour faire mieux connaître, dans le domaine des sciences naturelles et dans d'autres domaines pertinents, les risques de prolifération des armes de destruction massive que suscitent certains matériaux, logiciels et technologies (corporelles ou incorporelles), ainsi que les traités et mécanismes internationaux relatifs à la question. Le premier cours pilote a été organisé en février 2020 à l'intention des étudiants de deuxième et troisième cycles en sciences naturelles et dans d'autres disciplines pertinentes, y compris l'informatique et l'ingénierie. Le troisième (dispensé en février 2022) était destiné aux étudiants en informatique et en ingénierie. Le deuxième cours (dispensé en février 2021) s'adressait aux étudiants en biologie et en chimie.
- Gestion d'une plateforme en ligne visant à faire mieux connaître aux institutions de l'Union européenne, de ses États membres, de la société civile et des pays tiers, et au grand public le travail accompli par le Consortium et le réseau sur les questions relatives aux armes classiques et aux armes de destruction massive, ainsi qu'à leurs vecteurs. Le site Internet du Consortium est tenu à jour grâce à des technologies et plateformes de médias sociaux, qui permettent de rendre plus visibles les activités susmentionnées et d'en diffuser plus largement les résultats, ainsi que d'interagir davantage, de communiquer activement en ligne et d'échanger des informations, notamment sous la forme d'un bulletin d'information régulier consacré aux analyses, aux nouvelles et aux manifestations concernant le désarmement et la non-prolifération.
- Initiative « Young Women and Next Generation » : en 2020, le Consortium a lancé l'initiative « Young Women and Next Generation » pour encourager les jeunes femmes et la prochaine génération à intégrer le domaine de la non-prolifération, de la maîtrise des armements et du désarmement. Mue par les déséquilibres en matière d'âge et de genre qui existent, pour beaucoup, parmi les experts et les praticiens de ce domaine, l'initiative contribue à remédier à ces déséquilibres en exposant les étudiants, en particulier les femmes, aux questions de maîtrise des armements. Elle permet donc de sensibiliser les étudiant(e)s à ces questions et de les encourager à participer aux manifestations et aux ateliers qui y sont consacrés, l'objectif étant de les aider à comprendre comment ils(elles) peuvent faire carrière dans ce domaine en utilisant au mieux leurs compétences. Dans le cadre de l'initiative, le Consortium a organisé des activités de sensibilisation, mis en place un programme de mentorat et tenu des ateliers et des réunions.

La contribution de l'Union européenne à la réalisation des objectifs et à l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération est également mise en évidence par la coopération que l'Union entretient avec l'Institut

des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), qu'elle considère comme un institut international spécialisé dans les politiques de non-prolifération et de désarmement mettant à disposition des analyses indépendantes en la matière, et dont elle invite donc régulièrement les experts aux activités des groupes de travail du Conseil de l'Union européenne, à des fins d'échanges de vues et d'évaluations communes. Compte tenu de cette expertise, l'UNIDIR est un partenaire dans l'application des décisions du Conseil sur la non-prolifération.

L'Union européenne et ses États membres soutiennent des programmes de formation sur la non-prolifération et le désarmement exécutés en coopération avec la société civile, des gouvernements et des organisations internationales, et y participent, dans le cadre des missions et opérations conduites au titre de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union. Les États membres promeuvent également la coopération au sein de l'Union au moyen de cours, comme le cours international que les Pays-Bas et l'Espagne ont proposé en juin 2019 aux cadres moyens, civils et militaires et qui visait notamment à favoriser la prise en compte intégrale des questions de genre dans les opérations et comprenait une formation aux opérations de déminage. Le soutien et la participation de l'Union européenne et de ses États membres prennent également d'autres formes : cours de courte durée sur la non-prolifération et le désarmement destiné aux jeunes femmes diplomates, organisé par le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération ; activités de recherche menées par des organisations telles que l'Équipe consultative pour les questions de gestion des munitions, le Geneva Centre for Security Policy, le Verification Research, Training and Information Centre et l'Institute for Security Studies.

Des expositions, ateliers, manifestations parallèles et séminaires sont organisés pour sensibiliser le public et diffuser les connaissances, notamment les connaissances spécialisées. L'accent est également mis sur la science appliquée à la non-prolifération et au désarmement, sur les conséquences humanitaires des armes de destruction massive et sur le lien entre genre et désarmement, comme en témoignent surtout les décisions adoptées par le Conseil à l'appui d'organisations œuvrant dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, qui comptent souvent la promotion de l'éducation et de la formation parmi leurs objectifs. Il s'agit en particulier des décisions à l'appui de la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, du Traité sur le commerce des armes et de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, ainsi que des décisions concernant le soutien à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Les jeunes sont les principaux bénéficiaires des initiatives éducatives soutenues par l'Union européenne dans les pays tiers. L'Union européenne a contribué à l'exécution du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité dans le cadre du programme Jeunesse pour la paix en Afrique de l'Union africaine. Ses États membres ont soutenu une manifestation de haut niveau visant à encourager l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération organisée par l'Autriche, le Japon et le Mexique en 2014 en marge d'une réunion de la Première Commission de l'Assemblée générale dans le but de faire le point sur les progrès accomplis et les défis restants dans la promotion, la mise en œuvre et l'élargissement de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

Enfin, l'Union européenne s'emploie en priorité à faire mieux connaître, à l'échelon mondial, la question des matières chimiques, biologiques, radiologiques et

nucléaires à double usage, dont l'utilisation malveillante peut nuire au développement international, et à renforcer la sécurité de ces matières. Dotée d'un budget de 155 millions d'euros pour la période 2014-2020, l'Initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne est un cadre de coopération volontaire à l'échelle régionale, auquel participent 61 pays partenaires. Elle concerne tous les dangers liés aux matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

## **IV. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales**

### **A. Bureau des affaires de désarmement**

[Original : anglais]

5. Le Bureau des affaires de désarmement a continué de s'appuyer sur ses travaux pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et s'est notamment employé à poursuivre l'application des recommandations figurant dans l'étude menée par l'Organisation des Nations Unies sur cette question en 2002.

6. Pour la deuxième année consécutive, l'Annuaire des Nations Unies sur le désarmement (vol. 45 : 2020) a été mis à disposition sur un site Web interactif ([yearbook.unoda.org](http://yearbook.unoda.org)), qui permet aux diplomates, aux experts, aux journalistes et autres lecteurs de se faire facilement une idée des principales évolutions et tendances de l'année écoulée en matière de désarmement multilatéral, de non-prolifération et de maîtrise des armements. Parallèlement, le Bureau des affaires de désarmement a continué d'utiliser au mieux ses sites Web comme moyen essentiel de communication avec les représentants, les parties prenantes de la société civile, les membres du personnel et le grand public. Afin d'améliorer la vitesse et la fiabilité de son site Web principal, il a investi des ressources considérables pour transférer tout le contenu existant vers le logiciel disponible le plus efficace, l'objectif étant de faciliter la collecte, la gestion et l'échange des informations. Le site Web devait être lancé sur une plateforme de gestion de contenu plus robuste en 2022.

7. Le Bureau s'est efforcé de remédier à la pénurie, soulignée par les éducateurs, de supports d'introduction au désarmement et à la non-prolifération, en produisant une série d'infographies et de vidéos explicatives sur le désarmement. Conçues pour susciter l'intérêt de publics nouveaux et non traditionnels, tant sur les médias sociaux que dans les salles de classe, ces vidéos ont déjà été visionnées plus de 15 000 fois. Tous les supports sont hébergés sur le site Web du Bureau consacré à l'éducation en matière de désarmement et sont directement accessibles aux éducateurs.

8. Dans le cadre de ses efforts d'innovation responsable, le Bureau a poursuivi ses activités de sensibilisation auprès des étudiants et des jeunes praticiens dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques – un public qui ne participe traditionnellement pas à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. En 2021, il s'est associé à des universités, des organisations régionales, des acteurs du secteur et des organisations de la société civile de premier plan pour organiser des ateliers de renforcement des capacités, des séminaires, des dialogues, des séances de promotion d'idées et des jeux d'équipe à l'intention de plus de 400 jeunes participants. En outre, en décembre 2021, il a organisé, en collaboration avec la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, une manifestation parallèle à l'intention des États Membres, des éducateurs, des étudiants et de la société civile, au

cours de laquelle les participants ont passé en revue les plus de 20 ans qui s'étaient écoulés depuis que l'Assemblée générale a fait réaliser la première étude sur le désarmement et la non-prolifération.

9. Le Bureau a également soutenu l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération de manière plus générale, en contribuant à des activités menées par des groupes participant à Simul'ONU, la World Federation of United Nations Associations, la société civile, des universités et des lycées du monde entier, et a organisé des conférences, des séminaires, des exposés et des ateliers à l'intention de jeunes publics motivés.

10. En 2021, le Bureau a exécuté un programme de bourses en matière de désarmement ajusté et limité, sur la base d'une évaluation dont il ressortait que la situation liée à la maladie à coronavirus (COVID-19) était un peu plus favorable qu'en 2020, année durant laquelle le programme avait été annulé pour la première fois en 40 ans d'histoire. Comme d'habitude, en 2021, le programme de bourses comprenait une variété d'activités théoriques et d'exercices pratiques, notamment : des conférences et des tables rondes sur des sujets d'actualité concernant le désarmement tenues avec des diplomates de haut rang et des représentants d'organisations internationales, régionales et bilatérales et d'organisations de la société civile, ainsi que des universitaires ; une réunion-débat d'ambassadeurs sur le désarmement nucléaire ; une simulation de séance sur un projet de résolution relatif aux systèmes d'armes létaux autonomes ; des études de cas sur les armes classiques. Cependant, la plupart des visites traditionnelles sur le terrain ont dû être annulées ou remplacées par des visites virtuelles ou des solutions similaires. Le programme de 2022 restera généralement le même que celui d'avant la COVID-19, si ce n'est que des mises à jour y seront apportées pour tenir compte des derniers faits survenus dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, et la plupart des visites de terrain seront maintenues.

11. Le Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement a organisé son cours annuel d'orientation sur le désarmement pour la quatrième année consécutive, en partenariat avec l'UNIDIR. Pendant trois semaines, ce cours a permis à 41 diplomates et fonctionnaires nouvellement arrivés, dont les responsabilités portaient également sur le désarmement et la maîtrise des armements, d'acquérir des connaissances pratiques touchant aux mécanismes de désarmement établis à Genève et aux questions transversales. En plus d'avoir suivi des cours vidéo et reçu des documents à lire aux fins de leur initiation, les diplomates ont pris part à six séances interactives, qui visaient à faire mieux connaître les questions et mécanismes pertinents, à accroître la participation aux processus multilatéraux et à favoriser des échanges directs entre collègues et experts. Comme les années précédentes, les principes de répartition géographique équitable et de parité femmes-hommes ont été largement respectés dans le choix des participants et des animateurs.

12. Dans le cadre du Programme des administrateurs auxiliaires de l'ONU, le Bureau a continué de donner à des jeunes titulaires de diplômes universitaires des possibilités d'acquérir une expérience professionnelle. En outre, il a formé des étudiants des deuxième et troisième cycles de New York, Genève et Vienne grâce au programme de stages de l'ONU en 2021-2022, tout en continuant d'offrir des stages en ligne, une pratique qu'il a instituée durant la COVID-19.

13. Le Bureau a continué de faire des progrès notables dans la mobilisation, l'éducation et l'autonomisation des jeunes grâce à l'initiative #Youth4Disarmament. Malgré les difficultés que continue de causer la pandémie, il a proposé une série d'activités faisant appel à l'art, à l'écriture et à l'activité physique comme moyens d'expression pour inciter les jeunes, quels que soient leurs intérêts, leur milieu et leur expérience, à participer aux efforts de désarmement.

14. L'année 2022 marque le dixième anniversaire de la création de l'antenne de Vienne du Bureau des affaires de désarmement. Durant la période considérée, l'antenne de Vienne a continué d'accroître sa participation directe à la sensibilisation et à l'éducation en matière de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, et organisé une série d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'intention des jeunes professionnels, en particulier des femmes. En outre, elle a continué de développer les cours en ligne à rythme personnalisé qu'elle propose sur sa plateforme d'apprentissage en ligne (Disarmament Education Dashboard). Elle a enrichi la série de cours de formation initiale de courte durée en augmentant le nombre de questions de désarmement et de non-prolifération clefs couvertes et en rendant les supports plus interactifs et plus attrayants pour les publics cibles. Les fonctions du système et les contenus plus anciens ont été constamment mis à jour et améliorés. L'expansion des cours proposés en 2021 et 2022 a permis d'accroître considérablement la portée de la plateforme, dont la communauté compte actuellement plus de 11 000 membres.

15. Dans le cadre d'un projet mené avec le Service du désarmement régional, de l'information et de la sensibilisation et le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, l'antenne de Vienne a également travaillé directement avec des éducateurs d'Asie et du Pacifique pour renforcer leurs capacités dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. En 2021, des éducateurs ont participé à un cours en ligne adapté, hébergé sur la plateforme. Tout au long de ce programme modéré de huit semaines, ils ont suivi des cours et échangé avec des experts sur diverses questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements.

16. L'antenne de Vienne a continué de collaborer avec des organisations et entités basées à Vienne dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements et a en particulier facilité la tenue d'une série d'activités de sensibilisation et d'éducation, à l'intention notamment des jeunes professionnels du secteur. Elle a poursuivi son partenariat avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe visant à former de jeunes professionnels dans la région grâce au programme de bourses de formation pour la paix et la sécurité, en octroyant 150 bourses à de jeunes professionnels, l'accent ayant été mis sur les femmes. Le volet en présentiel du programme n'a pas été mis en œuvre en 2021 à cause de la pandémie de COVID-19, mais il devrait l'être en 2022.

17. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a organisé aux niveaux national, sous-régional et régional une vingtaine de tables rondes et de webinaires publics sur divers sujets relatifs au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, tels que les régimes et instruments internationaux de désarmement, le trafic d'armes à feu, la prise en compte des questions de genre dans le contrôle des armes de petit calibre, et les cadres de prévention et de réduction de la violence armée. Des représentants d'institutions publiques et d'organisations de la société civile des États d'Amérique latine et des Caraïbes y ont participé. Les activités virtuelles ont aidé à faire mieux connaître les questions de désarmement et de maîtrise des armements et à traduire les engagements pris à l'échelle mondiale en lois, politiques et programmes aux niveaux régional et national.

18. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique a continué de collaborer activement avec le bureau d'Hiroshima (Japon) de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche au Japon aux fins de l'exécution du Programme de formation sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Lancée en 2015 à l'intention des représentants diplomatiques des États d'Asie, cette formation vise : à faire mieux comprendre l'état actuel du débat

sur le désarmement nucléaire ; à donner aux participants un aperçu de leurs propres pratiques de communication, ainsi que de la manière dont est organisée et pratiquée la négociation lors des manifestations consacrées à la question ; à contribuer à la mise en place d'un réseau de professionnels animés du même esprit.

19. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique a également renforcé sa collaboration avec les jeunes de la région en organisant plusieurs initiatives en partenariat avec des universités et des organisations de la société civile pour expliquer les liens entre le désarmement et le Programme 2030, ainsi que l'importance des questions de genre et de l'inclusion dans l'élaboration des politiques de sécurité. Plus de 700 étudiants ont participé à ces manifestations, de manière virtuelle ou en présentiel.

20. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a continué de distribuer son bulletin d'information électronique à quelque 8 000 abonnés dans le monde, donnant ainsi à ces derniers des informations non seulement sur son mandat et ses activités, mais également sur les tendances observées au sein de la communauté du désarmement et les orientations futures de celle-ci. Il a également organisé divers ateliers de formation à l'intention des décideurs et contribué à l'élaboration d'orientations pratiques destinées aux praticiens et aux décideurs dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements, en coopération avec plusieurs partenaires, notamment les autorités nationales, des entités régionales et sous-régionales et des chercheurs

## **B. Département de la communication globale**

[Original : anglais]

21. Le Département de la communication globale a continué de sensibiliser et de mobiliser le public dans les domaines du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération et dans les domaines connexes en assurant la couverture et la promotion des travaux de l'ONU, notamment les réunions, manifestations et célébrations, au niveau tant mondial que local, par l'intermédiaire des 59 centres d'information des Nations Unies.

22. Les centres d'information à Beyrouth, Bruxelles, Moscou, Rio de Janeiro (Brésil), Téhéran et Tokyo ont traduit dans les langues locales, diffusé sur leurs plateformes numériques et fait publier dans plus de 10 journaux un article du Secrétaire général sur le soixante-quinzième anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki.

23. Le Centre d'information de Tokyo a également produit une vidéo sur le projet d'un étudiant qui, grâce à l'intelligence artificielle et à des échanges avec des hibakusha (rescapés de la bombe atomique), a mis en vedette les citoyens ordinaires dont la vie a été détruite par la bombe atomique.

24. Le Service d'information des Nations Unies à Genève a produit six articles et reportages audio en anglais et en français pour ONU Info, qui portaient notamment sur la vérification du désarmement nucléaire, l'utilisation des mines terrestres antipersonnel et les préoccupations que suscite la technologie des drones tueurs intelligents. Il a également réalisé un entretien sur la Conférence du désarmement diffusé sous la forme d'un podcast.

25. Le Département a également créé et tenu les sites Web consacrés à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020, à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial, et aux

Journées internationales pertinentes, lesquels sont multilingues et entièrement accessibles et portent la marque de l'ONU.

26. Les comptes de l'ONU sur les médias sociaux ont présenté des activités de désarmement dans les six langues officielles, ainsi qu'en hindi, en kiswahili et en portugais. Le Département a donné au système des Nations Unies des avis sur la manière de créer des messages percutants sur les médias sociaux et s'est efforcé de faire mieux comprendre l'importance du désarmement.

27. ONU Info a produit quelque 230 reportages et articles multimédia sur le désarmement et des questions connexes dans neuf langues. Elle a également assuré une couverture complète des exposés présentés au Conseil de sécurité par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur les risques d'accident nucléaire ou de catastrophe liée aux armes biologiques dans le contexte de la guerre en Ukraine.

28. En avril 2022, à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, il a été diffusé une vidéo mettant en scène une responsable de l'assurance qualité du service de lutte antimines en train d'aider les unités du génie de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban dans leurs opérations de déminage.

29. En outre, le Département sensibilise la société civile, le monde universitaire, les groupes de jeunes et les visiteurs du Siège dans le cadre de ses programmes de sensibilisation. En mars 2022, le Groupe des relations avec la société civile a organisé une réunion d'information dirigée par des jeunes en marge de la soixante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, en collaboration avec l'organisation non gouvernementale Pathways for Peace. Cette réunion a montré combien il importait d'associer les femmes, les filles et les jeunes au désarmement nucléaire et de tenir compte des questions de genre dans les activités de consolidation de la paix et l'action climatique. Au nombre des intervenants figuraient des représentants de la Mission permanente de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires et du Comité international de la Croix-Rouge.

30. L'initiative Impact universitaire a organisé en août 2020 un webinaire intitulé « 75 minutes of conversation: rethinking disarmament » (« 75 minutes de conversation : repenser le désarmement »), auquel ont participé plus de 200 personnes venues de 45 pays, dont la Présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires de l'époque, des responsables universitaires et des jeunes.

31. Pour marquer le premier anniversaire de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial en mars 2021, le Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse s'est associé au Bureau des affaires de désarmement pour organiser un atelier sur le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, et les objectifs de développement durable, qui a réuni 30 membres du réseau United Network of Young Peacebuilders et de l'initiative Jeunes Leaders pour les objectifs de développement durable.

32. L'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse a participé à des manifestations organisées par le Bureau pour promouvoir la collaboration avec les jeunes, le renforcement de leurs capacités et leur autonomisation dans le domaine du désarmement, notamment à l'occasion de la séance plénière de la Conférence du désarmement, tenue en août 2021. Elle a appelé tous les États Membres à créer des plateformes et des espaces propices et sûrs qui offrent à tous les jeunes des chances égales de participer à la construction de l'avenir commun.

33. Depuis le début de la pandémie, la Section des services aux visiteurs a sensibilisé les quelque 30 000 visiteurs qui ont fait la visite virtuelle que propose l'ONU sur la question du désarmement. Entre autres activités, le Centre des visiteurs à Vienne a organisé 10 programmes de conférences en présentiel et 9 programmes de conférences virtuelles en coopération avec l'AIEA et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, auxquels ont participé 466 personnes, dont des étudiants et du personnel militaire et diplomatique de 10 pays.

34. À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, le Groupe des expositions à New York a inauguré en 2021 une exposition en ligne intitulée « Persévérance, partenariat et progrès », qui a mis en lumière les histoires de rescapés d'accidents dus à des engins explosifs, ainsi que de personnes travaillant dans le domaine de la lutte antimines ou bénéficiant de ce travail. Pour l'édition 2022 de la Journée internationale, il a facilité la présentation d'une exposition intitulée « Safe ground. Safe steps. Safe home », qui a mis en lumière les résultats impressionnants obtenus par les acteurs de la lutte antimines et le travail qu'il reste à faire.

### **C. Agence internationale de l'énergie atomique**

[Original : anglais]

35. L'Agence internationale de l'énergie atomique dispense des cours de sensibilisation et de formation pour favoriser la conclusion et l'application d'accords de garanties généralisées et de protocoles additionnels, dans le cadre de séminaires, d'exposés, de sessions de formation et de publications. Entre 2020 et 2021, elle a organisé des ateliers nationaux virtuels pour la République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-les Grenadines et les Îles Salomon. Elle a également tenu des consultations avec les représentants de plusieurs États Membres et États non membres à Genève, à New York et à Vienne.

### **D. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**

[Original : anglais]

36. Le renforcement des capacités et l'échange de connaissances dans le domaine du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sont essentiels pour promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation de cet instrument, renforcer son régime de vérification et consolider la norme internationale interdisant les essais nucléaires. Pour atteindre ces objectifs, la Commission préparatoire mène des activités d'éducation et d'information visant à faire mieux connaître et comprendre les aspects politiques, juridiques, scientifiques et techniques du Traité et de son régime de vérification.

37. Tout au long de la période considérée, la Commission préparatoire a fait la promotion de son portail de connaissances et de formation, une plateforme d'apprentissage en ligne répondant aux besoins de formation, d'éducation et de sensibilisation en ligne de la communauté mondiale du désarmement et de la non-prolifération. Ce portail donne accès à des modules éducatifs couvrant des questions scientifiques, techniques et politiques liées au Traité et alimente les cours, ateliers, formations et exercices organisés en présentiel à Vienne ou en ligne.

38. La Commission préparatoire a également aidé des experts techniques de pays en développement à participer à ses réunions techniques officielles. Depuis le

lancement de ce projet, 66 experts (dont 20 femmes) provenant de 46 États en ont bénéficié.

39. La huitième conférence « Sciences et techniques » s'est tenue à Vienne du 28 juin au 2 juillet 2021, dans le but d'accroître le nombre d'acteurs de la surveillance du respect de l'interdiction des essais et de promouvoir la diffusion des applications civiles et scientifiques du régime de vérification. Organisée selon des modalités hybrides, elle a réuni scientifiques, universitaires et responsables de haut niveau, qui ont examiné l'efficacité du régime de vérification et passé en revue les avancées scientifiques et technologiques dans le domaine de la surveillance des essais nucléaires.

40. Dans le cadre de sa collaboration de longue date avec le Bureau des affaires de désarmement, la Commission préparatoire a accueilli en 2021 des bénéficiaires du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement. Au cours du débat consacré à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les boursiers ont abordé des questions concernant les travaux de la Commission, l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité, ainsi que d'autres enjeux de désarmement et de non-prolifération. Ils ont également visité des installations techniques et participé à des exercices portant sur des procédures d'inspection sur place.

41. Le Groupe de la jeunesse pour l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui compte plus de 1 150 membres dans 122 États, a entrepris toute une série de projets, dont l'organisation de conférences et autres manifestations, la publication d'articles et la définition de stratégies visant à promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité.

42. Le Réseau des jeunes spécialistes du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, créé en 2018 à l'initiative conjointe de la Commission préparatoire et de la Norvège, regroupe de jeunes scientifiques et de jeunes experts techniques travaillant sur le suivi et la vérification de l'application du Traité. Il a poursuivi ses efforts visant à transmettre à la nouvelle génération d'experts des connaissances, notamment des connaissances spécialisées, sur les technologies de vérification de l'interdiction des essais nucléaires.

43. La Commission préparatoire a continué de nouer des partenariats avec des institutions dans le but de travailler avec toutes les parties prenantes et de permettre à celles-ci de contribuer à la norme internationale contre les essais nucléaires et au maintien du régime de vérification.

## **V. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales**

### **A. Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie**

44. Au cours des deux dernières années, l'Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie à San Luis Obispo (États-Unis d'Amérique) a continué d'étudier les nouveaux problèmes éthiques, juridiques et de politique générale que soulèvent, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la défense et du renseignement, les technologies émergentes, notamment celles concernant l'intelligence artificielle, la robotique, la cybersécurité, les augmentations de l'être humain, l'Internet des objets, les armes non létales et la surveillance des risques de pandémie.

45. Le groupe étudie en particulier l'incidence des technologies émergentes sur les milieux extrêmes, comme l'Arctique et l'espace, notamment les conflits qu'elles peuvent engendrer compte tenu du manque de gouvernance qui caractérise ces milieux. La question de la cybersécurité de l'espace est particulièrement préoccupante, étant donné l'importance stratégique de ce domaine, dans lequel nous avons un nouveau projet financé.

46. Nos activités ne se limitent pas à l'enseignement : nous donnons également des conseils en matière d'éthique technologique aux entreprises, aux organismes publics et aux organisations non gouvernementales, notamment l'UNIDIR, ainsi qu'aux organismes de défense.

## **B. Future of Life Institute**

47. Le Future of Life Institute est une organisation à but non lucratif qui s'efforce d'atténuer les risques liés aux technologies émergentes. Co-champion de la recommandation 3C (intelligence artificielle) formulée dans le rapport du Secrétaire général énonçant le Plan d'action de coopération numérique (A/74/821), il a accueilli une consultation multipartite sur l'intelligence artificielle et la promotion de la paix en septembre 2020. Celle-ci a mis en évidence ce qui devait être fait pour mieux lier l'intelligence artificielle et les questions de désarmement, notamment la nécessité d'inclure tous les acteurs, de collaborer davantage avec le secteur privé et d'aller au-delà des simples principes directeurs. Tout au long de la période 2020-2022, l'Institut a joué un rôle actif dans la sensibilisation des décideurs et du grand public à la question des armes létales autonomes. À l'invitation du Ministre autrichien des affaires étrangères, il a fait une déclaration lors d'une conférence intergouvernementale sur la nécessité de maintenir un contrôle humain sur ces armes. Il a également participé aux sessions de 2021 du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes et à la sixième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

## **C. Geneva Centre for Security Policy**

48. Fondation internationale créée en 1995 à l'initiative de la Suisse et désormais forte de 54 États membres, le Geneva Centre for Security Policy propose une formation avancée sur une série de questions liées à la sécurité, notamment le désarmement et la non-prolifération, à des centaines de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé dans le monde. Pour la période 2020-2022, les cours proposés dans ce cadre portaient sur le Traité sur le commerce des armes, la maîtrise des armements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et le droit international du désarmement. Des questions telles que les armes biologiques, l'accord sur le nucléaire de la République islamique d'Iran et la vérification du désarmement nucléaire ont également été abordées lors de manifestations publiques. Des modules sur le désarmement et la prolifération des armes ont été inclus dans la plupart des autres programmes de cours. Le site Web du Centre est disponible à l'adresse suivante <http://www.gcsp.ch>.

#### **D. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire**

49. Depuis plus de 40 ans, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire est la principale porte-parole des médecins sur la question. Elle sensibilise les professionnels de la santé, les décideurs et le public au fait que l'élimination des armes nucléaires est un impératif sanitaire et humanitaire. Elle sensibilise également le public au fait que la violence armée peut être prévenue grâce à une approche de santé publique. Au cours de la période 2020-2022, elle a continué de jouer un rôle de chef de file mondial sur ces questions, et ce, de diverses manières : en mobilisant d'autres organisations médicales et sanitaires internationales et nationales afin qu'elles se joignent à elle pour éduquer les parties prenantes sur les conséquences humanitaires et environnementales des armes nucléaires lors d'un certain nombre de réunions virtuelles ; en recrutant et en organisant des étudiants en médecine et de jeunes médecins pour qu'ils participent à des activités d'éducation et de sensibilisation sur les conséquences sanitaires des armes nucléaires et les effets de la violence armée sur la santé publique ; en publiant et en éduquant énormément sur les questions relevant de sa compétence dans les médias traditionnels et les médias sociaux.

#### **E. James Martin Centre for Non-Proliferation Studies du Middlebury Institute of International Studies at Monterey**

50. Depuis sa création, en 1989, le Centre for Non-Proliferation Studies s'efforce de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive en formant la prochaine génération de spécialistes de la non-prolifération et en sensibilisant l'opinion publique aux questions relatives à ces armes. Les étudiants de master en études sur la non-prolifération et le terrorisme suivent un programme de deux ans sanctionné par un diplôme qui allie travaux pratiques structurés conduits au Middlebury Institute of International Studies à une formation en cours d'emploi dispensée au Centre ainsi qu'à des stages dans des organisations internationales. Les experts du Centre proposent une variété de formations dans plusieurs formats. Le Centre recourt de plus en plus à divers outils d'apprentissage en ligne et aux nouvelles technologies pour atteindre un public plus diversifié. Ainsi, il propose, entre autres activités, un programme de formation dans le cadre duquel il utilise des technologies libres pour améliorer la vérification de la non-prolifération et mène une initiative d'information ciblant les jeunes femmes pour les encourager à étudier et à travailler dans ce domaine. On trouvera de plus amples informations sur le site Web du Centre, à l'adresse <https://nonproliferation.org>.

#### **F. Maires pour la paix**

51. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour mobiliser et accroître le soutien de l'opinion publique internationale en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires, l'organisation Maires pour la paix mène les initiatives d'éducation à la paix ci-après afin d'encourager les jeunes générations à participer à des activités en faveur de la paix :

- a) Webinaires d'éducation à la paix, au cours desquels des jeunes font des exposés sur leurs activités en faveur de la paix et échangent des vues ;
- b) Atelier sur la paix organisé à Hiroshima à l'intention des jeunes fonctionnaires locaux : les jeunes fonctionnaires des villes membres japonaises sont invités à Hiroshima pour y participer à un programme de formation au cours duquel

ils découvrent les réalités du bombardement atomique et les programmes de paix de la ville ;

- c) Concours d'art pour enfants sur le thème des « villes paisibles » ;
- d) Promotion de l'éducation en matière de paix et de désarmement.

52. Le programme de stages qui devait être organisé pour accueillir à Hiroshima de jeunes fonctionnaires des villes membres d'autres pays, ainsi que le projet d'envoyer des lycéens japonais à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ont été annulés en raison de l'évolution de la situation concernant la pandémie de COVID-19.

## **G. Middle East Treaty Organization**

53. Le travail éducatif de la Middle East Treaty Organization permet aux étudiants et aux professionnels de la région de se faire une idée précise du désarmement et de la géopolitique. Notre cours d'été sur le désarmement et la sécurité liés aux armes de destruction massive au Moyen-Orient s'est tenu du 10 août au 7 septembre 2021. Il comprenait neuf séances qui ont réuni des étudiants de 23 pays et auxquelles les femmes et les hommes étaient équitablement représentés. Dans le cadre de discussions en classe animées par des conférenciers issus du monde universitaire et des praticiens de la non-prolifération des armes de destruction massive, les étudiants peuvent examiner les obstacles à la création d'une zone exempte d'armes de ce type et les efforts menés à cette fin dans le passé, ainsi que les moyens de renforcer les régimes internationaux de non-prolifération. Ils imaginent des scénarios sur la manière de débarrasser la région de toutes les armes de destruction massive dans le cadre d'une simulation de négociations. Les meilleurs articles produits par nos étudiants dans le cadre de l'évaluation finale sont publiés dans notre journal des étudiants. Notre prochain cours d'été commencera début juillet 2022. On trouvera de plus amples informations à l'adresse <http://www.wmd-free.me/menu/education>.

## **H. Peace Movement Aotearoa**

54. Peace Movement Aotearoa est le réseau national néo-zélandais d'organisations œuvrant en faveur de la paix. Les principales activités que nous menons dans le domaine du désarmement sont notamment les suivantes : mise en réseau, sensibilisation et éducation en matière de désarmement ; coordination, à l'échelle nationale, de campagnes de désarmement humanitaire et de campagnes connexes ; exécution d'un projet de mobilisation des jeunes au service du désarmement (« yDISARM »). Nous coordonnons au niveau national, entre autres, cinq campagnes mondiales de désarmement humanitaire, qui portent sur les armes nucléaires, les dépenses militaires, les robots tueurs, les bombes à sous-munitions et les mines terrestres, de même qu'une série d'autres projets nationaux en faveur de la paix et du désarmement. En outre, nous sommes le point de contact en Nouvelle-Zélande pour les campagnes mondiales contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et le recours aux enfants soldats. L'autre grand axe de nos travaux est la paix et les droits humains, et nous incluons régulièrement les questions de désarmement dans les rapports que nous présentons aux organes conventionnels de l'ONU et dans les ressources connexes que nous mettons à la disposition du public. Le site Web de Peace Movement Aotearoa est le site le plus complet consacré à la paix et au désarmement en Nouvelle-Zélande. On y trouve des informations et des ressources sur un large éventail de sujets.

## **I. Senzatomica**

55. Promue par Soka Gakkai Italie, Senzatomica est une campagne italienne dirigée par des jeunes qui encourage le désarmement nucléaire et l'éducation en matière de paix et de désarmement, ainsi qu'un partenaire de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. Elle s'adresse à tous dans le but de sensibiliser le public à la menace nucléaire, de rejeter l'idée d'une sécurité fondée sur les armes nucléaires et de souligner l'importance capitale que revêt le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires pour l'élimination définitive de celles-ci. Depuis 2011, elle organise une exposition intitulée « Senzatomica: transforming the human spirit for a nuclear weapons free world » (« Senzatomica : transformer l'esprit humain pour un monde exempt d'armes nucléaires »), qui a été présentée dans 80 villes italiennes et visitée par plus de 365 000 personnes, dont 40 % sont des étudiants. Elle a fait du Traité le fil conducteur de tout le parcours d'une nouvelle version de cette exposition, qui sera inaugurée à Rome à l'automne 2022. Senzatomica promeut de nombreuses activités de sensibilisation auprès des parlementaires et des représentants des collectivités territoriales, qui ont conduit à l'approbation, par la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés italienne, d'une résolution sur l'appui au Traité et à la première réunion des États parties.

## **J. Soka Gakkai International**

56. Malgré la pandémie de COVID-19, entre juin 2020 et mai 2022, Soka Gakkai International a mené diverses activités d'éducation en matière de désarmement, en tant qu'organisation partenaire de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. Il s'agissait en particulier de sensibiliser le public aux dangers que présentent les armes nucléaires et à l'importance du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, notamment au moyen de manifestations en ligne, d'expositions et de projections de films, et par l'élaboration d'outils pédagogiques. Par des déclarations publiques et des exposés, l'organisation s'est efforcée de faire connaître l'importance de l'éducation en matière de désarmement dans le cadre des instances de l'ONU. Elle a collaboré avec la coalition Stop Killer Robots pour sensibiliser le public aux menaces que représentent les systèmes d'armes autonomes et soutenu son nouveau documentaire et d'autres activités. En outre, elle s'est efforcée d'entrer en contact avec d'autres acteurs en dehors de la communauté du désarmement afin de les sensibiliser, dans le cadre des liens entre le désarmement, d'une part, et les objectifs de développement durable, l'égalité des genres, la lutte contre la violence et le racisme et d'autres questions de justice sociale, d'autre part.

## **K. The Simons Foundation Canada**

57. En partenariat avec Affaires mondiales Canada, The Simons Foundation Canada a de nouveau offert des bourses de recherche universitaire dans le domaine du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération en 2021 et 2022. Il a également élaboré des documents d'information sur la sécurité de l'Arctique et la politique de défense canadienne et organisé une conférence sur le rôle du Canada dans le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. En outre, il établit un rapport sur la Déclaration d'Ottawa et continue de financer l'éducation en matière de désarmement dans divers établissements d'enseignement supérieur, y compris le Programme sur la science et la sécurité mondiale de l'Université de Princeton, la Simon Fraser University, ainsi que la Chaire Simons de désarmement et de sécurité mondiale et humaine et le programme de bourses Simons pour le désarmement nucléaire et la sécurité mondiale de l'Université de Colombie-Britannique. Principal soutien de

l'initiative « option zéro », la fondation continue également d'appuyer les activités d'éducation et d'information en matière de désarmement de ces établissements.

## **L. Verification Research, Training, and Information Centre**

58. Le Verification Research, Training and Information Centre est une organisation à but non lucratif qui se consacre exclusivement à la vérification, à l'application et au respect des accords internationaux, en particulier ceux concernant la non-prolifération et le désarmement des armes nucléaires, biologiques et chimiques et la sécurité des matières connexes. Il effectue des travaux impartiaux de recherche et d'analyse, donne des avis d'experts et fournit des services de renforcement des capacités, de formation et d'assistance législative aux fins de l'application de ces accords. Il mène depuis longtemps des activités en faveur de l'éducation et de la formation en matière de désarmement et de non-prolifération. Au nombre de celles-ci figurent la communication d'information et la sensibilisation dans le cadre d'ateliers et d'autres réunions, en présentiel ou en ligne, ainsi que par l'élaboration d'outils pédagogiques et de cours ou l'organisation de conférences. En outre, il travaille avec les parties prenantes nationales dans divers pays pour contribuer au renforcement des capacités et des connaissances spécialisées en matière de désarmement et de non-prolifération. On trouvera des informations supplémentaires et des documents sur le site Web du Centre, sur sa chaîne YouTube et sur son compte Twitter.

## **M. Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération**

59. Le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération est une organisation non gouvernementale internationale créée en 2010 à l'initiative du Ministère autrichien des affaires étrangères. Il sert de plateforme non gouvernementale indépendante dédiée au débat, à la recherche, à la sensibilisation, à l'éducation et à la formation. Parmi ses programmes phares figurent les cours intensifs de courte durée sur la non-prolifération et le désarmement destinés aux diplomates, aux praticiens et aux étudiants. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le Centre dispense ses cours de formation (10 au total) en ligne. Il a également élargi ses programmes pour atteindre de nouveaux publics en proposant des webinaires, dont il publie les enregistrements, en rendant public le module de ses cours en ligne, en produisant un module en ligne sur le genre et le désarmement et en lançant une série de messages vidéo et de podcasts. Il a en outre intensifié son action auprès des jeunes, en particulier des femmes, au moyen d'un programme de mentorat formel, d'ateliers d'information et de webinaires. Pour plus d'informations sur les activités du Centre, consulter le site <http://vcdnp.org>.

## **VI. Conclusions**

60. L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, qui a pris un nouvel élan au cours de la période considérée, est un moyen essentiel de sensibiliser le grand public et les établissements d'enseignement à ces questions et de susciter un débat critique à leur sujet. La fourniture, en temps utile, d'informations factuelles et pertinentes peut être considérée comme une condition essentielle à la prise de décisions efficaces et inclusives sur les questions de désarmement. Elle est un outil clef qui donne aux jeunes les moyens d'œuvrer au service de la paix en ce qu'elle les aide à se mobiliser, à agir et à mettre en exergue l'importance du désarmement et de la non-prolifération.

61. La période considérée a été marquée par le maintien des restrictions imposées aux déplacements et aux réunions en présentiel en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a poussé les gouvernements, les organisations internationales et les groupes de la société civile à recourir davantage à des moyens d'apprentissage et d'éducation numériques et en ligne. Les entités ont cherché à utiliser les nouvelles technologies, notamment les médias sociaux, pour diffuser des informations et atteindre un public plus large, et à accroître l'utilisation de plateformes et d'outils en ligne pour faciliter les réunions et l'apprentissage virtuels. Il faudra mener une étude et une analyse plus poussées pour déterminer les incidences, positives ou négatives, qu'auront à long terme cette évolution et cette diversification des méthodes et moyens d'apprentissage.

---